

Bijlage

Tabel van grondinname
Percelen die in het kadaster zijn/waren opgenomen

Kadaster				Eigenaar
Stad/gemeente	Afdeling	Sectie	Nr.	
Charleroi	15	B	146/2B (pie)	Waals Gewest, Rue Mazy, 25-27, 5100 Namen
Charleroi	17	B	498D7 (pie)	Waals Gewest, Rue Mazy, 25-27, 5100 Namen
Charleroi	17	B	501/2A (pie)	Waals Gewest, Rue Mazy, 25-27, 5100 Namen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 houdende de goedkeuring van het door de SPAQuE ingediende saneringsproject voor de site AMS Nord in Charleroi.
Namen, 20 juli 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/000521]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 5 rétabli par le décret-programme du 17 juillet 2018 ;

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, les articles 13, §§ 3 et 4, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2020, 14 et 15, remplacés par le décret du 6 octobre 2010 ;

Vu le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juin 2022 ;

Vu l'avis de la Ministre de la Fonction publique, donné le 13 juillet 2022;

Vu le rapport du 25 août 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le protocole n°837 du Comité de Secteur XVI du 17 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qua la demande d'avis a été inscrite le 2 mai 2023 au rôle de la section législation du Conseil d'Etat sous le numéro 73.560/4 ;

Vu la décision de la section législation du 1^{er} juin 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Climat et de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « en service à gestion séparée, » sont abrogés ;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° le ministre : le ou les ministres qui ont l'Environnement et le Climat dans leurs attributions ; » ;

3° le 3° est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Service public de Wallonie ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'Agence a pour missions :

1° de concourir à la mise en œuvre cohérente, à la coordination et au suivi du Plan Air Climat Energie ; elle élabore également les budgets d'émission conformément à ce même décret, organise les procédures de participation citoyenne et coordonne les travaux du comité des experts ;

2° d'assurer la gestion administrative et financière du Fonds wallon Kyoto et du Fonds bas carbone et résilience dans les limites des délégations accordées par le Gouvernement ;

3° d'assurer la gestion des comptes de parties et des comptes de personnes de la Région wallonne et, dans ce cadre, de délivrer des avis sur l'opportunité d'acheter ou de vendre des unités telles que visées à l'article 2, 1° et 15° à 18°, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, ainsi que les unités du quota annuel d'émissions ;

4° dans le cadre des relations internationales de la Belgique ainsi que des relations entre les entités belges, en matière de politique de l'air et du climat :

a) de réaliser des expertises ;

b) de préparer et de participer aux négociations des traités, conventions, instruments et accords de coopération fixant les obligations applicables à la Région wallonne en matière de politique de l'air et du climat ;

c) d'assurer les participations financières de la Région wallonne aux organismes issus de ces traités, conventions, instruments et accords de coopération ;

d) de contribuer au financement climatique international de la Wallonie ;

5° de réaliser des études et des analyses afférentes à la qualité de l'air ambiant et intérieur et à l'évolution du climat, et en particulier :

a) récolter des informations et les stocker sous la forme de bases de données ;

b) réaliser des cartographies et des inventaires réguliers d'émissions conformément aux obligations européennes et internationales, en coordination avec les entités compétentes de la Région en matière de géomatique ;

c) établir des études de perspective sur l'évolution des émissions et de la qualité de l'air et du climat à moyen et à long terme et assurer la rédaction de rapports ;

6° de réaliser des études relatives aux effets de la pollution de l'air ambiant et intérieur sur la santé humaine et la qualité de l'environnement, d'assurer la diffusion de l'information et de proposer, en collaboration avec les autres services concernés, des stratégies d'adaptation aux changements climatiques ;

7° de mettre en œuvre et de coordonner l'observation systématique des changements climatiques en collaboration avec la plateforme wallonne pour le GIEC ;

8° de s'assurer de la mise en œuvre d'une transition juste en collaboration avec l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ;

9° d'assurer la mise en œuvre et la gestion des obligations applicables à la Région wallonne en matière de politique de l'air ainsi qu'en matière de climat, notamment :

a) rédiger les projets de textes assurant la transposition ou la mise en œuvre en Région wallonne de la réglementation internationale et européenne et, de manière générale, participer à l'élaboration de la législation wallonne en matière de politique de l'air et du climat et à en poursuivre sa mise en œuvre cohérente dans les autres politiques ;

b) concevoir et développer des projets de plans et programmes visant à exécuter la réglementation internationale et à atteindre les objectifs assignés à la Région wallonne, les soumettre à enquête publique, et le cas échéant faire procéder à l'évaluation de leurs incidences, conformément à la réglementation en vigueur ;

c) formuler des avis et des propositions de mesures et instruments réglementaires, incitatifs, économiques ou autres, participant à cette mise en œuvre ;

d) proposer et quantifier des objectifs spécifiques à la Région wallonne ;

e) participer activement au développement du réseau de stations de mesures conformément à l'article 32, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à la gestion de la qualité de l'air ambiant, y compris l'utilisation du réseau mobile ;

f) assurer le suivi et la promotion des technologies de réduction des émissions ;

g) fournir tous avis requis par les autorités compétentes dans le cadre des procédures de délivrance de permis et autorisations liés à l'exploitation d'activités à risque ;

h) apporter aux autorités publiques et aux entreprises l'assistance technique et les conseils pour la réalisation de mesures ponctuelles tendant à limiter la pollution ;

10° dans le cadre de la gestion des pollutions existantes et des situations de crise :

a) de mettre à jour l'inventaire des zones particulièrement affectées par la pollution en raison d'émissions chroniques de gaz provenant d'installations ou de phénomènes clairement déterminés et d'élaborer des plans de gestion pour ces zones particulières ;

b) en cas de pollution importante et inopinée, d'élaborer en urgence, en étroite collaboration avec le service SOS Environnement Nature du Département de la Police et des Contrôles du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et, à la requête du ministre, des solutions visant à limiter l'importance et/ou la durée de l'épisode de pollution et de veiller à leur mise en œuvre immédiate ;

c) d'assurer un rôle d'intermédiation, aux côtés des autorités compétentes, entre les auteurs de la pollution et les personnes ayant subi un préjudice du fait de celle-ci ;

11° dans le cadre du contrôle de la pollution de l'air et des émissions polluantes ainsi qu'en matière d'émissions de gaz à effet de serre :

a) d'apporter son expertise aux organismes de contrôle sous la forme de toute aide spécialisée requise par ceux-ci ;

b) d'assurer la gestion, la validation et l'alimentation des bases de données relatives aux émissions atmosphériques ;

c) d'assurer les missions afférentes à la gestion du système d'échange des quotas qui lui sont confiées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, et par ses arrêtés d'exécution ;

d) de tenir les comptes de la Région wallonne dans le registre belge de gaz à effet de serre ;

e) d'approuver les projets réalisés au titre de la mise en œuvre conjointe et des projets réalisés au titre du mécanisme pour un développement propre (, en exécution de l'article 15 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto ;

f) de participer à des activités de projet en application de l'article 16, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en coordination avec les entités compétentes de la Région wallonne en matière de financement de projet et le cas échéant, des entités chargées des relations internationales ;

g) d'approuver les projets et les mécanismes flexibles réalisés au titre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat ;

h) de proposer un programme et de mettre en œuvre la décision du Gouvernement relative au financement climatique international, pour des projets de coopération bilatérale ou multilatérale, découlant des engagements pris dans le cadre de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris sur le Climat ;

i) d'assurer les missions visées à l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

j) d'assurer les missions qui lui sont confiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant ;

k) de procéder à l'interprétation des données récoltées dans le cadre de ses missions ;

12° d'exercer une veille sur les projets de recherche, programmes et plans d'action en matière d'air et de climat ;

13° de réaliser la mission de temporisation de certificats verts visée à l'article 42/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. » ;

2° au § 2, le mot « future » est remplacé par les mots « en cours d'élaboration » ;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « « Air/Climat » » sont abrogés ;

4° au § 3, l'alinéa 2 est complété par les mots : « , y compris les aspects liés aux zones basse émission ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 3. – La plateforme de coordination transversale ».

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Il est créé une plateforme de coordination transversale au sein de l'Agence.

La plateforme de coordination transversale est composée par :

1° le Président de l'Agence ;

2° les directeurs.

Dans les six mois qui suivent la désignation du Président, la plateforme de coordination transversale établit le règlement d'ordre intérieur de l'Agence et transmet au ministre le projet de programme de travail de l'Agence, qui vaut pour cinq années.

La plateforme de coordination transversale facilite la mise en œuvre et le suivi des projets de l'Agence.

La plateforme de coordination transversale peut inviter toute personne à participer à ses travaux en raison de son expérience dans les matières traitées.

La plateforme de coordination transversale est présidée par le Président de l'Agence et se réunit au minimum quatre fois par an.

Les décisions de la plateforme de coordination transversale sont prises au consensus. En cas de parité de voix, la voix du Président est prépondérante. ».

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Chaque année civile, la plateforme de coordination transversale soumet au ministre une proposition de programme de travail pour l'année suivante, établi au regard des missions assignées à l'Agence par l'article 3. ».

Art. 8. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. La plateforme de coordination transversale soumet au ministre ses besoins en personnel en fonction de l'évolution des missions de l'Agence. ».

Art. 10. L'intitulé du chapitre IV du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 4. - Le Président et le Comité d'accompagnement ».

Art. 11. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. L'Agence est dirigée par un Président, qui relève du grade d'inspecteur général de rang A3, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Le Président de l'Agence préside la plateforme de coordination transversale.

Le Président est chargé de la gestion quotidienne. Il prend toutes les décisions relatives à l'organisation des travaux et au bon fonctionnement de l'Agence.

Le Président de l'Agence fait partie intégrante du Comité de direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et, à ce titre, participe, ou son délégué, aux délibérations.

Le Président transmet au Gouvernement wallon, par l'intermédiaire du ministre, le rapport annuel qu'il établit. Ce rapport reprend l'état des lieux des missions exercées par l'Agence au cours de l'année précédente ainsi que le rapport de suivi du Plan Air Climat Energie à la suite des dernières données disponibles, dont les derniers inventaires d'émissions disponibles. Une fois approuvé, ce rapport est publié sur le site internet de l'Agence.

En dehors de ces rapports périodiques, le ministre peut exiger à tout moment du président et de la plateforme de coordination transversale de l'Agence la production ou la communication d'informations relatives à l'exercice de leurs responsabilités. ».

Art. 12. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.10. § 1^{er}. Il est créé un Comité d'accompagnement au sein de l'Agence visant principalement à optimiser les tâches et les dossiers entre les différents organismes.

Le Comité d'accompagnement ne participe pas à l'établissement du budget, mais peut rendre un avis sur celui-ci.

§ 2. Le Comité d'accompagnement de l'Agence est composé :

1° du Président de l'Agence ;

2° du Directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son délégué ;

3° du Directeur général du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, ou son délégué ;

4° du Directeur général de l'Institut Scientifique de Service Public, ou son délégué ;

5° du ou des représentants du ministre qui a les compétences de l'Agence dans ses attributions.

Le Comité d'accompagnement est présidé par le Président de l'Agence et se réunit au minimum deux fois par an. ».

Art. 13. Dans le même arrêté sont abrogés :

1° les articles 11, 12, 13 et 14 ;

2° l'article 15, alinéa 1^{er} ;

3° l'article 16.

Art. 14. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. La plateforme de coordination transversale établit annuellement une proposition budgétaire, accompagnée, le cas échéant, des modifications à apporter au programme de travail visé à l'article 5. Le projet de budget est transmis au ministre.

La plateforme de coordination transversale peut, concomitamment à l'établissement de la proposition budgétaire visée à l'alinéa 1^{er}, soumettre au ministre une proposition d'accroissement du cadre du personnel. ».

Art. 15. Dans le même arrêté, sont abrogés :

1° la section 2 du chapitre V comportant les articles 18, 19 et 20 ;

2° les articles 21 et 22.

Art. 16. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Dans le cadre de la gestion des plans et programmes visés à l'article 3, § 1^{er}, 8°, b), l'Agence gère des comptes bancaires spécifiques ouverts auprès du caissier de la Région wallonne, sous la direction opérationnelle du Président. Les intérêts créditeurs de ces comptes sont également gérés par l'Agence au moyen d'un compte bancaire spécifique sous la direction opérationnelle du Président.

Le Président décide de l'affectation des produits financiers découlant de la gestion des comptes spécifiques ouverts par l'Agence pour gérer les fonds de tiers obtenus dans le cadre des plans et programmes qu'elle met en œuvre. ».

Art. 17. L'article 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Le ministre délégué à cette fin par le Gouvernement wallon met à la disposition de l'Agence un trésorier justiciable de la Cour des comptes chargé de la garde des fonds et des valeurs de l'Agence. ».

Art. 18. Dans le même arrêté, sont abrogés :

1° l'article 25 ;

2° la section IV du chapitre V comportant les articles 26 et 27.

Art. 19. Les articles 28 à 31 du même arrêté sont abrogés.

Art. 20. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions et le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/000521]

14. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 zur Organisation der Wallonischen Luft- und Klimaagentur

Die Wallonische Regierung,

In Anbetracht des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikel 87, Absatz 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und geändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 5 wurde durch den Programmbeschluss vom 17. Juli 2018 wieder eingeführt;

In Anbetracht des Dekrets vom 10. November 2004 über die Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, die Einrichtung eines Wallonischen Kyoto-Fonds und die flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls, Artikel 13, Absätze 3 und 4, zuletzt geändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, Artikel 14 und 15, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, Artikel 13, Absätze 3 und 4, zuletzt geändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, Artikel 14 und 15, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010;

In Anbetracht des Dekrets vom 5. März 2008 über die Gründung der Wallonischen Luft- und Klimaagentur, zuletzt geändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021;

In Anbetracht des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 über die Organisation der Wallonischen Luft- und Klimaagentur;

In Anbetracht der auf die am 10. Juni 2022 abgegebene Stellungnahme des Finanzinspektors;

In Anbetracht der Zustimmung des Ministers für den öffentlichen Dienst, die am 13. Juni 2022 erteilt wurde;

In Anbetracht des Berichts vom 25. August 2022, der gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

In Anbetracht des Protokolls Nr. 837 des Sektorenkomitees XVI vom 17. März 2023;

In Anbetracht des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In der Erwägung, dass das Ersuchen um eine Stellungnahme am 2. Mai 2023 unter der Nummer 73.560/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

In Anbetracht des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 1. Juni 2023, gemäß Artikel 84, Absatz 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der geforderten Frist abzugeben;

Auf Vorschlag der Ministerin für Klima und der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 über die Organisation der Wallonischen Luft- und Klimaagentur werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1° werden die Worte „im Dienst mit getrennter Verwaltung“ aufgehoben;

2° Ziffer 2° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „2° der Minister: der oder die Minister, in deren Zuständigkeitsbereich Umwelt und Klima fallen“;

3° Ziffer 3° wird aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Worte „Ministerium der Wallonischen Region“ durch die Worte „Öffentlicher Dienst der Wallonie“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Absatz 1. Die Agentur hat folgende Aufgaben:

1° zur kohärenten Umsetzung, Koordinierung und Überwachung des Luft-Klima-Energie-Plans beizutragen; sie erstellt auch die Emissionsbudgets gemäß demselben Dekret, organisiert die Verfahren zur Bürgerbeteiligung und koordiniert die Arbeit des Expertenausschusses;

2° die administrative und finanzielle Verwaltung des Wallonischen Kyoto-Fonds und des „Fonds bas carbone et résilience“ (Fonds für niedrigen Kohlenstoffgehalt und Resilienz) im Rahmen der von der Regierung erteilten Befugnisse zu gewährleisten;

3° die Verwaltung der Konten von Parteien und Personen der Wallonischen Region zu gewährleisten und in diesem Rahmen Stellungnahmen zur Zweckmäßigkeit des Kaufs oder Verkaufs von Einheiten im Sinne von Artikel 2, Ziffern 1° und 15° bis 18° des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines Wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls sowie von Einheiten der jährlichen Emissionsquote abzugeben;

4° im Rahmen der internationalen Beziehungen Belgiens sowie der Beziehungen zwischen den belgischen Teilstaaten, im Bereich der Luft- und Klimapolitik:

a) Gutachten zu erstellen;

b) Verhandlungen über Verträge, Übereinkommen, Instrumente und Kooperationsvereinbarungen vorzubereiten und an diesen teilzunehmen, in denen die für die Wallonische Region geltenden Verpflichtungen in Bezug auf die Luft- und Klimapolitik festgelegt werden;

c) die finanziellen Beteiligungen der Wallonischen Region an den aus diesen Verträgen, Übereinkommen, Instrumenten und Kooperationsabkommen hervorgehenden Einrichtungen sicherzustellen;

d) zur internationalen Klimafinanzierung der Wallonie beizutragen;

- 5° Studien und Analysen im Zusammenhang mit der Luftqualität in Innenräumen und der Klimaentwicklung durchzuführen, insbesondere:
- a) Informationen zu sammeln und in Form von Datenbanken zu speichern;
 - b) regelmäßige Kartierungen und Emissionsinventare gemäß den europäischen und internationalen Verpflichtungen in Abstimmung mit den für Geomatik zuständigen Stellen der Region durchzuführen;
 - c) Perspektivstudien über die mittel- und langfristige Entwicklung der Emissionen und der Luftqualität sowie des Klimas zu erstellen und die Berichterstattung zu gewährleisten;
- 6° Studien über die Auswirkungen der Luft- und Innenraumverschmutzung auf die menschliche Gesundheit und die Umweltqualität durchzuführen, Informationen zu verbreiten und in Zusammenarbeit mit anderen betroffenen Diensten Strategien zur Anpassung an den Klimawandel vorzuschlagen;
- 7° die systematische Beobachtung des Klimawandels in Zusammenarbeit mit der wallonischen IPCC-Plattform umzusetzen und zu koordinieren;
- 8° in Zusammenarbeit mit dem Wallonischen Institut für Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik die Umsetzung eines gerechten Übergangs sicherzustellen;
- 9° die Umsetzung und Verwaltung der für die Wallonische Region geltenden Verpflichtungen im Bereich der Luftpolitik sowie im Bereich des Klimas zu gewährleisten, insbesondere:
- a) Textentwürfe zur Umsetzung oder Anwendung internationaler und europäischer Vorschriften in der Wallonischen Region zu verfassen und generell an der Ausarbeitung der wallonischen Gesetzgebung im Bereich der Luft- und Klimapolitik mitzuwirken und deren kohärente Umsetzung in anderen Politikbereichen zu verfolgen;
 - b) Plan- und Programmentwürfe zur Umsetzung internationaler Vorschriften und zur Erreichung der Ziele der Wallonischen Region zu entwerfen und zu entwickeln, sie einer öffentlichen Anhörung zu unterziehen und gegebenenfalls eine Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß den geltenden Vorschriften durchführen zu lassen;
 - c) Stellungnahmen und Vorschläge zu regulatorischen, Anreiz schaffenden, wirtschaftlichen oder anderen Maßnahmen und Instrumenten, die an dieser Umsetzung mitwirken, zu formulieren;
 - d) spezifische Ziele für die Wallonische Region vorzuschlagen und zu quantifizieren;
 - e) sich aktiv an der Entwicklung des Netzes von Messstationen gemäß Artikel 32, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Verwaltung der Luftqualität beteiligen, einschließlich der Nutzung des mobilen Netzes;
 - f) die Überwachung und Förderung von Technologien zur Emissionsminderung sicherzustellen;
 - g) sämtliche Stellungnahmen, die von den zuständigen Behörden im Rahmen der Verfahren zur Erteilung von Genehmigungen und Erlaubnissen im Zusammenhang mit der Durchführung von Risikoaktivitäten verlangt werden, bereitzustellen;
 - h) technische Unterstützung und Beratung von Behörden und Unternehmen bei der Durchführung punktueller Maßnahmen zur Begrenzung der Umweltverschmutzung zu bieten;
- 10° im Rahmen des Umgangs mit bestehender Verschmutzung und in Krisensituationen:
- a) das Verzeichnis der Gebiete zu aktualisieren, die aufgrund chronischer Emissionen von Gasen aus eindeutig bestimmten Anlagen oder Vorgängen besonders stark von der Verschmutzung betroffen sind, und Bewirtschaftungspläne für diese besonderen Gebiete auszuarbeiten;
 - b) im Falle einer starken und unerwarteten Verschmutzung in enger Zusammenarbeit mit dem Dienst SOS Environnement Nature der Abteilung Polizei und Kontrollen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt und auf Ersuchen des Ministers dringend Lösungen zur Begrenzung des Ausmaßes und/oder der Dauer der Verschmutzungsepisode zu erarbeiten und für ihre sofortige Umsetzung zu sorgen;
 - c) an der Seite der zuständigen Behörden eine Mittlerrolle zwischen den Verursachern der Verschmutzung und den durch die Verschmutzung Geschädigten zu übernehmen;
- 11° im Rahmen der Kontrolle der Luftverschmutzung und der Schadstoffemissionen sowie im Bereich der Treibhausgasemissionen:
- a) den Kontrollstellen ihr Fachwissen in Form von jeglicher von ihnen benötigter fachlicher Hilfe zur Verfügung zu stellen;
 - b) die Verwaltung, Validierung und Einspeisung von Datenbanken über atmosphärische Emissionen zu gewährleisten;
 - c) die Aufgaben im Zusammenhang mit der Verwaltung des Quotenhandelssystems wahrzunehmen, die ihr durch das Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionsquoten, zur Einrichtung eines Wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls sowie durch seine Durchführungserlasse übertragen wurden;
 - d) die Konten der Wallonischen Region im belgischen Treibhausgasregister zu führen;
 - e) Projekte im Rahmen der gemeinsamen Umsetzung und Projekte im Rahmen des Mechanismus für umweltverträgliche Entwicklung zu genehmigen (in Ausführung von Artikel 15 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines Wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls);
 - f) an Projektmaßnahmen gemäß Artikel 16 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einrichtung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Schaffung eines Wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls in Abstimmung mit den für die Projektfinanzierung zuständigen Stellen der Wallonischen Region und gegebenenfalls mit den für internationale Beziehungen zuständigen Stellen teilzunehmen;
 - g) Projekte und flexible Mechanismen genehmigen, die im Rahmen der Umsetzung des Pariser Klimaabkommens durchgeführt werden;
 - h) ein Programm vorzuschlagen und den Regierungsbeschluss über die internationale Klimafinanzierung für bilaterale und multilaterale Kooperationsprojekte umzusetzen, die sich aus den Verpflichtungen im Rahmen des Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Pariser Klimaabkommens ergeben;
 - i) die in Artikel 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung genannten Aufgaben wahrzunehmen;

j) die Aufgaben wahrzunehmen, die ihr durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und das Management der Luftqualität übertragen werden;

k) die im Rahmen ihrer Aufgaben gesammelten Daten zu interpretieren;

12° Forschungsprojekte, Programme und Aktionspläne im Bereich Luft und Klima zu überwachen;

13° die in Artikel 42/1 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes erwähnte Aufgabe der Verzögerung von grünen Zertifikaten durchzuführen.“

2° In Absatz 2 wird das Wort „künftig“ durch die Worte „in Vorbereitung“ ersetzt;

3° In Absatz 3, Unterabsatz 1 werden die Worte „Luft/Klima“ aufgehoben;

4° in Absatz 3 wird Unterabsatz 2 durch folgende Wörter ergänzt: „einschließlich der Aspekte im Zusammenhang mit Niedrigemissionszonen“.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 5 - Die Überschrift von Kapitel III desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„KAPITEL 3. - Die transversale Koordinationsplattform“.

Art. 6 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 5. Innerhalb der Agentur wird eine bereichsübergreifende Koordinierungsplattform eingerichtet.

Die transversale Koordinationsplattform besteht aus:

1° der/dem Vorsitzenden der Agentur;

2° den Direktoren.

Innerhalb von sechs Monaten nach der Ernennung des Vorsitzenden erstellt die bereichsübergreifende Koordinierungsplattform die Geschäftsordnung der Agentur und übermittelt dem Minister den Entwurf des Arbeitsprogramms der Agentur, das für fünf Jahre gilt.

Die bereichsübergreifende Koordinierungsplattform erleichtert die Umsetzung und Überwachung der Projekte der Agentur.

Die transversale Koordinierungsplattform kann jede Person aufgrund ihrer Erfahrung in den behandelten Themen zur Teilnahme an ihrer Arbeit einladen.

Die bereichsübergreifende Koordinierungsplattform wird vom Vorsitzenden der Agentur geleitet und tritt mindestens viermal im Jahr zusammen.

Die Entscheidungen der transversalen Koordinationsplattform werden im Konsens getroffen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden maßgeblich.“

Art. 7 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 6 In jedem Kalenderjahr unterbreitet die transversale Koordinierungsplattform dem Minister einen Vorschlag für das Arbeitsprogramm des folgenden Jahres, das im Hinblick auf die der Agentur durch Artikel 3 zugewiesenen Aufgaben erstellt wird“.

Art. 8 - Artikel 7 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 9 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 8. Die transversale Koordinierungsplattform unterbreitet dem Minister ihren Personalbedarf entsprechend der Entwicklung der Aufgaben der Agentur.“

Art. 10 - Die Überschrift von Kapitel IV desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„KAPITEL 4. - Der Vorsitzende des Begleitausschusses

Art. 11 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 9. Die Agentur wird von einem Vorsitzenden geleitet, der gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in den Rang eines Generalinspektors A3 eingestuft ist.

Der Vorsitzende der Agentur führt den Vorsitz in der bereichsübergreifenden Koordinierungsplattform.

Der Vorsitzende ist für die tägliche Verwaltung zuständig. Er trifft alle Entscheidungen, die die Organisation der Arbeit und das ordnungsgemäße Funktionieren der Agentur betreffen.

Der Vorsitzende der Agentur ist integraler Bestandteil des Lenkungsausschusses des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt und nimmt in dieser Eigenschaft oder als sein Stellvertreter an den Beratungen teil.

Der Vorsitzende übermittelt der Wallonischen Regierung über den Minister den von ihm erstellten Jahresbericht. Dieser Bericht enthält die Bestandsaufnahme der von der Agentur im Vorjahr wahrgenommenen Aufgaben sowie den Bericht über die Überwachung des Luft-Klima-Energie-Plans im Anschluss an die letzten verfügbaren Daten, darunter die letzten verfügbaren Emissionsinventare. Nach seiner Genehmigung wird der Bericht auf der Website der Agentur veröffentlicht.

Abgesehen von diesen regelmäßigen Berichten kann der Minister jederzeit vom Vorsitzenden und der übergreifenden Koordinierungsplattform der Agentur verlangen, dass sie Informationen über die Ausübung ihrer Zuständigkeiten vorlegen oder übermitteln.“

Art. 12 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Art. 13 - Absatz 1. Innerhalb der Agentur wird ein Begleitausschuss eingerichtet, der vor allem darauf abzielt, die Aufgaben und Dossiers zwischen den verschiedenen Einrichtungen zu optimieren.

Der Begleitausschuss ist nicht an der Aufstellung des Haushaltsplans beteiligt, kann aber eine Stellungnahme dazu abgeben.

Absatz 2. Der Begleitausschuss der Agentur setzt sich zusammen aus:

1° der/dem Vorsitzenden der Agentur;

2° dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt, oder seines Vertreters;

3° dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, oder seines Vertreters;

4° dem Generaldirektor der Forschungseinrichtung der öffentlichen Dienste oder seines Vertreters;

5° dem oder den Vertretern des Ministers, dem die Zuständigkeiten der Agentur unterstellt sind.

Der Vorsitzende der Agentur führt den Vorsitz im Begleitausschuss, der mindestens zweimal im Jahr zusammentritt“.

Art. 14 - In demselben Erlass werden aufgehoben:

1° Artikel 11, 12, 13 und 14;

2° Artikel 15, Unterabsatz 1;

3° Artikel 16.

Art. 15 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 17. Die bereichsübergreifende Koordinierungsplattform erstellt jährlich einen Haushaltsvorschlag, dem gegebenenfalls Änderungen des in Artikel 5 genannten Arbeitsprogramms beigefügt sind. Der Entwurf des Haushaltsplans wird dem Minister übermittelt.“

Die transversale Koordinationsplattform kann gleichzeitig mit der Erstellung des Haushaltsvorschlags gemäß Absatz 1 dem Minister einen Vorschlag zur Aufstockung des Personalrahmens unterbreiten.“

Art. 16 - In demselben Erlass werden aufgehoben:

1° Kapitel V Abschnitt 2 mit den Artikeln 18, 19 und 20;

2° die Artikel 21 und 22.

Art. 17. Artikel 23 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 23. Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 3, Absatz 1, 8°, b) genannten Pläne und Programme verwaltet die Agentur spezifische Bankkonten, die beim Kassenbeamten der Wallonischen Region unter der operativen Leitung des Vorsitzenden eröffnet werden. Die Habenzinsen dieser Konten werden ebenfalls von der Agentur über ein spezielles Bankkonto unter der operativen Leitung des Vorsitzenden verwaltet.“

Der Präsident entscheidet über die Verwendung der Finanzerträge aus der Verwaltung der Sonderkonten, die von der Agentur zur Verwaltung von Fremdkapital eingerichtet wurden, das im Rahmen der von ihr durchgeführten Pläne und Programme eingeht.“

Art. 18 - Artikel 24 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 24. Der zu diesem Zweck von der Wallonischen Regierung beauftragte Minister stellt der Agentur einen Schatzmeister zur Verfügung, der dem Rechnungshof gegenüber justiziabel ist und der mit der Verwahrung der Gelder und Werte der Agentur beauftragt ist.“

Art. 19 - In demselben Erlass werden aufgehoben:

1° Artikel 25;

2° Kapitel V Abschnitt IV mit den Artikeln 26 und 27;

Art. 20 - Die Artikel 28 bis 31 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 21 - Der Minister, der für das Klima zuständig ist, und der Minister, der für die Umwelt zuständig ist, sind in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 14. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/000521]

14 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008 houdende organisatie van het “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1998 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 5, hersteld bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een “Fonds wallon Kyoto” (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, de artikelen 13, §§ 3 en 4, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, 14 en 15, vervangen bij het decreet van 6 oktober 2010;

Gelet op het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het “Agence wallonne de l’air et du climat” (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat), laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008 houdende organisatie van het “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Waals agentschap van de lucht en het klimaat);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juni 2022;

Gelet op het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 juli 2022;

Gelet op het rapport van 25 augustus 2022 opgemaakt krachtens artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op protocol nr. 837 van het Sectorcomité XVI van 17 maart 2023;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om adviesverlening op 2 mei 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State is ingeschreven onder het nummer 73.560/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 1 juni 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008 houdende organisatie van het “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Waals agentschap van de lucht en het klimaat), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1°, worden de woorden “als dienst met afzonderlijk beheer,” opgeheven;

2° punt 2° wordt vervangen als volgt: “2° Minister: de Minister(s) bevoegd voor Leefmilieu en Klimaat;”;

3° punt 3° wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “het Ministerie van het Waalse Gewest” vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst”.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Het Agentschap wordt belast met de volgende opdrachten:

1° bijdragen tot de coherente tenuitvoerlegging en de coördinatie van het “Plan wallon Air-Climat” (Waals plan Lucht-Klimaat); het ontwikkelt ook de emissiebudgetten in overeenstemming met hetzelfde decreet, organiseert procedures voor burgerparticipatie en coördineert de werkzaamheden van het comité van deskundigen;

2° binnen de perken van de door de Regering toegewezen bevoegdheden, het administratief en financieel beheer van het “Fonds wallon Kyoto” (Waals Kyotofonds) en van het “Fonds bas carbone et résilience” (Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie) waarnemen;

3° het beheer waarnemen van de rekeningen van partijen en van de rekeningen van personen van het Waalse Gewest en in dat raam advies uitbrengen over de opportuniteit om eenheden zoals bedoeld in artikel 2, 1° en 15° tot 18°, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een “Fonds wallon Kyoto” en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto te kopen of te verkopen;-

4° in het raam van de internationale betrekkingen van België, alsook van de betrekkingen tussen de Belgische entiteiten op het gebied van lucht- en klimaatbeleid:

a) expertises uitvoeren;

b) de onderhandelingen van de verdragen, overeenkomsten, samenwerkingsinstrumenten en -akkoorden tot vastlegging van de aan het Waalse Gewest opgelegde verplichtingen inzake het lucht- en klimaatbeleid voorbereiden en eraan deelnemen;

c) zorgen voor de financiële tegemoetkomingen van het Waalse Gewest aan de instellingen die uit die verdragen, overeenkomsten, samenwerkingsinstrumenten en -akkoorden voortkomen;

d) bijdragen aan de internationale klimaatfinanciering van Wallonië;

5° studies en analyses uitvoeren i.v.m. de kwaliteit van de omgevings- en binnenlucht en de evolutie van het klimaat, en in het bijzonder:

a) gegevens verzamelen en opslaan, o.a. via databanken;

b) in samenwerking met de entiteiten van het Gewest die inzake geomatica bevoegd zijn regelmatige emissiekaarten en – inventarissen opmaken;

6° studies uitvoeren i.v.m. de effecten van de omgevings- en binnenluchtverontreiniging op de gezondheid van de mens en de kwaliteit van het leefmilieu, informatie verstrekken en in samenwerking met de overige betrokken diensten strategieën voorstellen met het oog op de aanpassing aan de klimaatveranderingen;

7° de systematische waarneming van klimaatverandering uitvoeren en coördineren in samenwerking met het Waals platform voor het IPCC;

8° zorgen voor de implementatie van een rechtvaardige transitie in samenwerking met het Waals Instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek;

9° zorgen voor de tenuitvoerlegging en het beheer van de verplichtingen die inzake het luchtbeleid toepasselijk zijn op het Waalse Gewest, o.a. :

a) tekstontwerpen opstellen met het oog op de omzetting of de tenuitvoerlegging van de internationale en Europese regelgeving in het Waalse Gewest en, in het algemeen, meewerken aan het uitwerken van de Waalse wetgeving inzake het lucht- en klimaatbeleid en er de coherente tenuitvoerlegging van voortzetten in de overige beleidsvoeringen;

b) ontwerpen van plannen en programma's bedenken en ontwikkelen met het oog op de uitvoering van de internationale regelgeving en op het halen van de aan het Waalse Gewest opgelegde doelstellingen, ze aan een openbaar onderzoek onderwerpen en, desgevallend, de effecten ervan laten evalueren, overeenkomstig de geldende regelgeving;

c) adviezen en voorstellen indienen i.v.m. reglementaire maatregelen en instrumenten, al dan niet economische incentives, die tot deze tenuitvoerlegging bijdragen;

d) specifieke doelstellingen voor het Waalse Gewest indienen en in cijfers vertalen;

e) actief meewerken aan de ontwikkeling van het netwerk van meetstations overeenkomstig artikel 32, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit, gebruik van het mobiele net inbegrepen;

f) zorgen voor de opvolging en de bevordering van de technologieën inzake de bestrijding van emissies;{

g) de bevoegde overheden advies geven in het raam van de procedures tot aflevering van vergunningen en machtigingen i.v.m. de exploitatie van risicoactiviteiten;

h) de overheden en bedrijven technische bijstand en advies geven bij het uitvoeren van punctuele metingen ter beperking van de verontreiniging;

10° in het raam van het beheer van bestaande verontreinigingen en crisistoestanden:

a) de lijst van de zones die bijzonder getroffen zijn door verontreiniging te wijten aan chronische gasemissies veroorzaakt door installaties en/of duidelijk vastgestelde verschijnsels bijhouden en beheersplannen voor deze bijzondere zones uitwerken;

b) in geval van belangrijke en onverwachte verontreiniging, in nauwe samenwerking met de dienst "SOS Environnement Nature" van het Departement Politie en Controles van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu en, op verzoek van de Minister, dringend oplossingen uitwerken om de omvang en/of de duur van de verontreiniging te beperken en ervoor zorgen dat ze onmiddellijk ten uitvoer gelegd worden;

c) naast de bevoegde overheden als bemiddelaar optreden tussen de vervuilers en de personen die schade hebben opgelopen;

11° in het raam van de controle op de luchtverontreiniging en de verontreinigende emissies alsook inzake broeikasgasemissies:

a) de controle-instellingen expertise verlenen in de vorm van elke door hen gevraagde gespecialiseerde hulp;

b) zorgen voor het beheer, de validering en de bevoorrading van de databanken betreffende de luchtmissies;

c) zorgen voor de opdrachten die verband houden met het beheer van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten dat haar is toevertrouwd bij het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waal Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, en de uitvoeringsbesluiten ervan;

d) de rekeningen van het Waalse Gewest bijhouden in het Belgische broeikasgasregister;

e) de JI-projectactiviteiten en de CDM-projectactiviteiten goedkeuren, ter uitvoering van artikel 15 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitmechanismen van het Protocol van Kyoto;

f) meewerken aan projectactiviteiten overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitmechanismen van het Protocol van Kyoto in samenwerking met de entiteiten van het Gewest die inzake projectfinanciering bevoegd zijn en, desgevallend, met de entiteiten die met internationale betrekkingen belast zijn;

g) de projecten en flexibiliteitmechanismen goedkeuren die zijn uitgevoerd om het Klimaatakkoord van Parijs uit te voeren;

h) een programma voor te stellen en het besluit van de regering uit te voeren inzake internationale klimaatfinanciering voor bilaterale of multilaterale samenwerkingsprojecten die voortvloeien uit verbintenissen die zijn aangegaan in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en het Klimaatakkoord van Parijs;

i) de opdrachten vervullen die bedoeld worden in artikel 1 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

j) de opdrachten vervullen die hem toegewezen worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;

k) uitleg geven over de gegevens ingezameld in het raam van zijn opdrachten;

12° toezicht houden op de onderzoeksprojecten, actieprogramma's en -plannen inzake de lucht en het klimaat;

13° de opdracht van temporisatie van groene certificaten bedoeld in artikel 42/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt uitvoeren. » ;

2° in § 2 worden de woorden "de toekomstige" vervangen door de woorden "in ontwikkeling zijnde";

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden "Lucht/Klimaat" opgeheven;

4° in § 3, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden: ", met inbegrip van aspecten met betrekking tot lage-emissiezones".

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:
"HOOFDSTUK 3. - Het overkoepelend coördinatieplatform".

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. Binnen het Agentschap wordt een overkoepelend coördinatieplatform opgericht.

Het overkoepelend coördinatieplatform bestaat uit:

1° de Voorzitter van het Agentschap;

2° de directeurs.

Binnen zes maanden na aanwijzing van de Voorzitter, stelt het overkoepelend coördinatieplatform het huishoudelijk reglement van het Agentschap op en maakt aan de minister het ontwerp van het vijfjarig werkprogramma van het Agentschap over.

Het overkoepelend coördinatieplatform vergemakkelijkt de uitvoering en monitoring van de projecten van het Agentschap.

Het overkoepelend coördinatieplatform kan iedereen uitnodigen om deel te nemen aan zijn werkzaamheden op basis van zijn ervaring in de behandelde aangelegenheden.

Het overkoepelend coördinatieplatform wordt voorgezeten door de Voorzitter van het Agentschap en vergadert ten minste vier keer per jaar.

De beslissingen van het overkoepelend coördinatieplatform worden bij consensus genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend. ».

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 6. Het overkoepelend coördinatieplatform dient elk kalenderjaar bij de minister een voorstel in voor een werkprogramma voor het volgende jaar, op basis van de taken die in artikel 3 aan het Agentschap zijn toegewezen. ».

Art. 8. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 8. Het overkoepelend coördinatieplatform legt zijn personeelsbehoeften voor aan de minister in functie van de ontwikkeling van de taken van het Agentschap. ».

Art. 10. Het opschrift van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“HOOFDSTUK 4 - De Voorzitter en het Begeleidingscomité”.

Art. 11. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 9. Het Agentschap wordt geleid door een Voorzitter, die de rang van inspecteur-generaal van rang A3 heeft, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Het overkoepelend coördinatieplatform wordt voorgezeten door de Voorzitter van het Agentschap.

De Voorzitter is belast met het dagelijks beheer. Het neemt alle beslissingen betreffende de organisatie van de werkzaamheden en de goede werking van het Agentschap.

De Voorzitter van het Agentschap maakt integraal deel uit van het Directiecomité van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu en neemt in die hoedanigheid, of zijn afgevaardigde, deel aan de beraadslagingen.

De Voorzitter stuurt het jaarverslag dat hij opstelt via de Minister naar de Waalse Regering. Dit verslag bevat een globaal overzicht van de taken die het Agentschap het afgelopen jaar heeft uitgevoerd, evenals het opvolgingsrapport inzake het Lucht Klimaat Energie plan, op basis van de meest recente beschikbare gegevens, waaronder de meest recente beschikbare emissie-inventarissen. Na goedkeuring wordt dit verslag bekendgemaakt op de website van het Agentschap.

Naast deze periodieke verslagen kan de Minister de Voorzitter en het overkoepelend coördinatieplatform elk ogenblik verzoeken informatie te verstrekken of mee te delen met betrekking tot de uitoefening van hun verantwoordelijkheden. ».

Art. 12. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art.10. § 1. Binnen het Agentschap is een Begeleidingscomité opgericht dat vooral gericht is op het optimaliseren van de taken en dossiers tussen de verschillende instellingen.

Het Begeleidingscomité is niet betrokken bij het opstellen van de begroting, maar kan er wel advies over geven.

§ 2. Het Begeleidingscomité van het Agentschap bestaat uit:

1° de Voorzitter van het Agentschap;

2° de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of zijn afgevaardigde;

3° de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, of zijn afgevaardigde;

4° de Directeur-generaal van het “Institut scientifique de service public” (Openbaar Wetenschappelijk Instituut), of zijn afgevaardigde;

5° de vertegenwoordiger(s) van de Minister die bevoegd is voor de bevoegdheden van het Agentschap.

Het Begeleidingscomité wordt voorgezeten door de Voorzitter van het Agentschap en vergadert minstens twee keer per jaar. ».

Art. 13. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven:

1° de artikelen 11, 12, 13 en 14;

2° artikel 15, eerste lid;

3° artikel 16.

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 17. Het overkoepelend coördinatieplatform stelt jaarlijks een begrotingsvoorstel op, samen met eventuele wijzigingen die in het werkprogramma bedoeld in artikel 5 moeten worden aangebracht. Het ontwerp van begroting wordt aan de Minister overgemaakt.

Het overkoepelend coördinatieplatform kan, gelijktijdig met de vaststelling van het begrotingsvoorstel bedoeld in het eerste lid, een voorstel indienen bij de Minister tot uitbreiding van het personeelskader. ».

Art. 15. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven:

1° afdeling 2 van hoofdstuk V, dat de artikelen 18, 19 en 20 omvat;

2° de artikelen 21 en 22.

Art. 16. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 23. In het raam van het beheer van de plannen en programma’s bedoeld in artikel 3, § 1, 8°, b), beheert het Agentschap de specifieke bankrekeningen die bij de Kashouder van het Waals Gewest geopend worden, onder de operationele directie van de Voorzitter. De creditrente van die rekeningen wordt ook door het Agentschap via een specifieke bankrekening beheerd onder de operationele directie van de Voorzitter.

De Voorzitter beslist over de bestemming van de financiële opbrengsten uit het beheer van de specifieke rekeningen die door het Agentschap worden geopend met het oog op het beheer van de fondsen van derden verkregen in het raam van de door hem opgestarte plannen en programma’s. ».

Art. 17. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 24. De daartoe door de Waalse Regering gedelegeerde Minister stelt een aan het Rekenhof onderworpen penningmeester ter beschikking van het Agentschap. Die penningmeester zal toezicht houden op de fondsen en waarden van het Agentschap. ».

Art. 18. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven:

1° artikel 25;

1° afdeling IV van hoofdstuk V, dat de artikelen 26 en 27 omvat.

Art. 19. De artikelen 28 tot 31 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 20. De Minister van Klimaat en de Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/000478]

1^{er} DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en matière de missions de la personne de référence pour la démence et de financement dans le secteur des maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l’article 37, § 12, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2008 ;

Vu la loi-programme du 2 janvier 2001, l’article 59 ;

Vu le Code de l’Action sociale et de la Santé, l’article 43/2, alinéa 3, 1°, 2° et 3°, insérés par le décret du 8 novembre 2018, ainsi que l’article 359 ;

Vu l’arrêté royal du 17 aout 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l’harmonisation des barèmes, l’augmentation des rémunérations et la création d’emplois dans certaines institutions de soins ;

Vu l’arrêté royal du 28 décembre 2011 relatif à l’exécution du plan d’attractivité pour la profession infirmière, dans certains secteurs fédéraux de la santé, en ce qui concerne les primes pour des titres et qualifications professionnels particuliers et les prestations inconfortables ;

Vu le Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé ;

Vu l’arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l’intervention visée à l’article 37, § 12, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les centres de soins de jour ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d’octroi de l’intervention visée à l’article 37, § 12, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées ;

Vu le rapport du 17 avril 2023 établi conformément à l’article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 2023 ;